

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4006

[2008/203933]

25 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 10, alinéas 4 et 5, inséré par le décret du 14 juillet 1994;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 avril 2008;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juillet 2008;
Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné les 14 novembre 2007 et 9 janvier 2008;
Vu l'avis du Comité permanent du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 4 septembre 2008;
Vu l'avis N° 44.885/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er},
1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par fonctionnaire compétent, le directeur des services extérieurs du Département de la Nature et des Forêts dans le ressort d'activité duquel est située la plus grande partie :

1° de l'espace territorial du conseil cynégétique si la demande visée à l'article 6 est introduite par un conseil cynégétique;

2° du territoire de chasse si la demande visée à l'article 6 est introduite par un titulaire de droit de chasse non membre d'un conseil cynégétique;

3° des parcelles faisant l'objet d'une demande de destruction en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon permettant la destruction de certaines espèces de gibier.

Art. 2. Sauf s'il s'effectue à la suite d'un abattage dans un parc d'élevage autorisé en application de l'article 12bis, § 2, de la loi sur la chasse, le transport jusqu'au lieu de découpe de tout grand gibier prélevé en Région wallonne à la suite d'un acte de chasse ou de destruction ne peut s'effectuer que si l'animal porte de façon inamovible, entre le tendon et l'os d'une de ses pattes arrières, un bracelet dont les caractéristiques sont décrites à l'article 3.

Art. 3. Pour l'espèce cerf, le bracelet correspond à celui qui est requis en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au plan de tir pour la chasse au cerf.

Pour les espèces chevreuil, sanglier, daim et mouflon, le bracelet est un bracelet de serrage non réutilisable portant l'inscription de l'année cynégétique au cours de laquelle il pourra être utilisé, les lettres "RW" ainsi qu'un numéro d'ordre. Sa couleur est la même pour les 4 espèces et obligatoirement différente des couleurs des bracelets utilisés pour marquer les animaux de l'espèce cerf. Elle change chaque année.

Art. 4. Le bracelet doit être apposé avant que l'animal ne quitte le territoire de chasse sur lequel l'acte de chasse ou de destruction s'est déroulé. Pour les animaux de l'espèce cerf, le bracelet doit toutefois être apposé à l'endroit même du tir.

Art. 5. Pour l'espèce cerf, les bracelets destinés à marquer les animaux prélevés lors de la chasse sont délivrés et utilisés conformément aux modalités fixées dans l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au plan de tir pour la chasse au cerf.

Art. 6. § 1^{er}. Pour les espèces chevreuil, sanglier, daim et mouflon, les bracelets destinés à marquer les animaux prélevés lors de la chasse sont délivrés par le fonctionnaire compétent ou son délégué, à partir du 1^{er} juin, sur demande des conseils cynégétiques ou des titulaires du droit de chasse non membres d'un conseil cynégétique.

Le titulaire du droit de chasse faisant partie d'un conseil cynégétique introduit obligatoirement sa demande de bracelets via le conseil cynégétique qui adresse au fonctionnaire compétent ou à son délégué une demande globale de bracelets.

Le titulaire du droit de chasse qui n'est pas membre d'un conseil cynégétique fournit au fonctionnaire compétent ou à son délégué, lors de sa première demande, les limites de son territoire reportées sur une carte à une échelle 1/20 000^e ou 1/25 000^e. Lors de ses demandes ultérieures, seules les modifications éventuelles apportées à ces limites doivent être signalées.

Le titulaire du droit de chasse, qui n'est pas membre d'un conseil cynégétique et possède plusieurs territoires de chasse dans le ressort territorial du fonctionnaire compétent, introduit une demande pour chaque territoire.

§ 2. Les bracelets visés au § 1^{er} sont délivrés contre la remise du tableau de chasse réalisé pour chacune des 4 espèces concernées au cours de la période allant du 1^{er} mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours, suivant un modèle arrêté par la Division de la Nature et des Forêts.

Le conseil cynégétique établit le tableau visé à l'alinéa précédent, globalement et pour chacun des territoires de ses membres.

Le titulaire du droit de chasse, qui n'est pas membre d'un conseil cynégétique et possède plusieurs territoires de chasse dans le ressort territorial du fonctionnaire compétent, établit le tableau visé à l'alinéa précédent pour chaque territoire.

§ 3. Le conseil cynégétique assure la distribution à ses membres des bracelets visés au § 1^{er} pour le 1^{er} juillet. Il communique la répartition des bracelets par territoire au fonctionnaire compétent ou à son délégué.

Art. 7. § 1^{er}. Pour les espèces chevreuil, sanglier, daim et mouflon, les bracelets ne peuvent être utilisés que pour marquer les animaux prélevés sur le territoire pour lequel ils ont été attribués, soit par le fonctionnaire compétent ou son délégué dans le cas d'un titulaire de droit de chasse ne faisant partie d'un conseil cynégétique, soit par le conseil cynégétique dans le cas d'un titulaire de droit de chasse faisant partie d'un conseil cynégétique.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le titulaire du droit de chasse sur un territoire déterminé peut céder un bracelet pour marquer un animal prélevé sur le territoire d'un autre titulaire de droit de chasse pour autant qu'il en informe dans les 24 heures le fonctionnaire compétent ou le conseil cynégétique, qui lui a délivré ce bracelet. Il renseigne obligatoirement le numéro du bracelet cédé, l'identité du titulaire du droit de chasse à qui il l'a remis et la localisation du territoire de ce dernier.

Chaque fonctionnaire compétent et chaque conseil cynégétique prend les dispositions nécessaires pour garantir le suivi de ces cessions.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le titulaire du droit de chasse sur un territoire donné peut utiliser les bracelets reçus pour ce territoire sur un autre territoire dont il est également titulaire du droit de chasse, à condition d'être toujours en mesure d'indiquer sur quel territoire un bracelet déterminé a été utilisé.

Sur demande, il a l'obligation de communiquer cette information au fonctionnaire compétent ou à son délégué.

Art. 7. Pour le grand gibier dont la destruction est autorisée conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon permettant la destruction de certaines espèces de gibier, les bracelets nécessaires sont sollicités lors de la demande d'autorisation de destruction visée par cet arrêté.

Le titulaire du droit de chasse peut utiliser, dans le cadre de la destruction sur son territoire, les bracelets destinés à marquer les animaux des espèces chevreuil, sanglier, daim et mouflon délivrés pour l'exercice de la chasse à ces espèces sur ce territoire.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4006

[2008/203933]

25. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung des Transports von erlegtem Großwild, um dessen Rückverfolgbarkeit zu gewährleisten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 10 Absätze 4 und 5, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des am 9. April 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Juli 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. November 2007 und am 9. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 4. September 2008 abgegebenen Gutachtens des ständigen Ausschusses des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 24. Juli 2008 in Anwendung der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 erster Absatz, 1^o gegebenen Gutachtens Nr. 44.885/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter zuständigem Beamten den Direktor der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen in dessen Tätigkeitsbereich sich der größte Teil:

1^o des Gebiets, für das der weidmännische Rat zuständig ist, befindet, wenn der in Artikel 6 erwähnte Antrag durch einen weidmännischen Rat eingereicht wird;

2^o des Jagdgebiets befindet, wenn der in Artikel 6 erwähnte Antrag durch den Jagdberechtigten, der kein Mitglied eines weidmännischen Rats ist, eingereicht wird;

3^o der Parzellen befindet, die Gegenstand eines Antrags auf Vernichtung in Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten sind.

Art. 2 - Außer wenn er infolge eines in Anwendung von Artikel 12bis § 2 des Jagdgesetzes genehmigten Abschusses in einem Gehege vorgenommen wird, darf der Transport bis zur Zerlegungsstelle jegliches in der Wallonischen Region geschossenes Großwildes infolge einer Jagd- oder Vernichtungshandlung nur erfolgen, wenn das Tier zwischen der Sehne und dem Knochen seiner Hinterpfote einen unverlierbaren Ring trägt, dessen Merkmale in Artikel 3 beschrieben sind.

Art. 3 - Für die Art Hirsch entspricht der Ring demjenigen, der in Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Region über den Abschussplan für die Jagd auf Hirsch erfordert wird.

Für die Arten Rehwild, Schwarzwild, Damhirsch und Muffelwidder ist der Ring ein nicht wiederverwendbarer Spannring mit der Angabe des Jagdjahres, im Laufe dessen er verwendet werden kann, der Buchstaben "RW" sowie einer laufenden Nummer. Seine Farbe ist die gleiche für die vier Arten und muss unbedingt von den Farben der Ringe, die für die Markierung der Tiere der Art Hirsch verwendet werden, verschieden. Sie ändert sich jedes Jahr.

Art. 4 - Der Ring muss angebracht werden, bevor das Tier das Jagdgebiet, auf dem die Jagd- oder Vernichtungshandlung stattgefunden hat, verläßt. Für die Tiere der Art Hirsch muss jedoch der Ring immer direkt an der Stelle, wo das Schießen erfolgt hat, angebracht werden.

Art. 5 - Für die Art Hirsch sind die Ringe, die für die Markierung der bei der Jagd geschossenen Tiere bestimmt sind, gemäß den im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über den Abschussplan für die Jagd auf Hirsch bestimmten Modalitäten vergeben und verwendet.

Art. 6 - § 1 - Für die Arten Rehwild, Schwarzwild, Damhirsch und Muffelwidder werden die Ringe, die für die Makierung der bei der Jagd geschossenen Tiere bestimmt sind, ab dem 1. Juni vom zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten auf Antrag der weidmännischen Räte oder der Jagdberechtigten, die keine Mitglieder eines weidmännischen Rats sind, vergeben.

Der Jagdberechtigte, der einem weidmännischen Rat angehört, muss unbedingt seinen Antrag auf Ringe durch den weidmännischen Rat einreichen, der dem zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten einen Globalantrag auf Ringe übermittelt.

Der Jagdberechtigte, der kein Mitglied eines weidmännischen Rates ist, teilt dem zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten bei seinem ersten Antrag die Grenzen seines Gebiets, die auf einer Karte im Maßstab 1:20 000 oder 1:25.000 angegeben sind, mit. Bei seinen späteren Anträgen müssen nur die eventuellen Abänderungen dieser Grenzen mitgeteilt werden.

Der Jagdberechtigte, der kein Mitglied eines weidmännischen Rats ist und der mehrere Jagdgebiete im Gebiet, für das der zuständige Beamte befugt ist, besitzt, reicht einen Antrag für jedes Gebiet ein.

§ 2 - Die im § 1 erwähnten Ringe werden gegen die Übergabe der Jagdtabelle vergeben, die im Laufe der Periode vom 1. Mai des vorherigen Jahres bis zum 30. April des laufenden Jahres für jede der 4 betroffenen Arten, nach einem durch die Abteilung Natur und Forstwesen bestimmten Muster aufgestellt wird.

Der weidmännische Rat stellt die im vorstehenden Absatz erwähnte Tabelle global und für jedes der Gebiete seiner Mitglieder auf.

Der Jagdberechtigte, der kein Mitglied eines weidmännischen Rats ist und der mehrere Jagdgebiete im Gebiet, für das der zuständige Beamte befugt ist, besitzt, stellt die im vorstehenden Absatz erwähnte Tabelle für jedes Gebiet auf.

§ 3 - Der weidmännische Rat sorgt für den 1. Juli für die Vergabe der im § 1 erwähnten Ringe an seine Mitglieder. Er teilt dem zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten die Aufteilung der Ringe pro Gebiet mit.

Art. 7 - § 1 - Für die Arten Rehwild, Schwarzwild, Damhirsch und Muffelwidder können die Ringe, die für die Makierung der bei der Jagd geschossenen Tiere nur auf einem Gebiet verwendet werden, für das sie entweder durch den zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten im Falle eines Jagdberechtigten, der einem weidmännischen Rat nicht angehört, oder durch den weidmännischen Rat im Falle eines Jagdberechtigten, der einem weidmännischen Rat angehört, vergeben wurden.

§ 2 - In Abweichung vom § 1 kann der Jagdberechtigte auf einem bestimmten Gebiet einen Ring, um ein auf dem Gebiet eines anderen Jagdberechtigten geschossenes Tier zu markieren, abtreten, soweit er dem zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten, der ihm diesen Ring vergeben hat, innerhalb von 24 Stunden darüber informiert. Er muss unbedingt die Nummer des abgetretenen Ringes, die Identität des Jagdberechtigten, dem er ihn abgetreten hat, und die Lokalisierung des Gebiets des Letzteren mitteilen.

Jeder zuständige Beamte und jeder weidmännische Rat trifft die notwendigen Maßnahmen, um die Überwachung dieser Atretungen zu gewährleisten.

§ 3 - In Abweichung vom § 1 kann der Jagdberechtigte auf einem bestimmten Gebiet die für dieses Gebiet erhaltenen Ringe zugunsten eines anderen Gebiets, auf dem er ebenfalls jagdberechtigt ist, verwenden, unter der Bedingung, dass er immer in der Lage ist, mitzuteilen, auf welchem Gebiet ein bestimmter Ring verwendet worden ist.

Auf Antrag ist er verpflichtet, dem zuständigen Beamten oder dessen Beauftragten diese Information mitzuteilen.

Art. 8 - Für das Großwild, dessen Vernichtung gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten genehmigt ist, werden die notwendigen Ringe bei dem in diesem Erlass erwähnten Antrag auf Genehmigung der Vernichtung beantragt.

Der Jagdberechtigte darf im Rahmen der Vernichtung auf seinem Gebiet die Ringe, die für die Markierung der Tiere der Arten Rehwild, Schwarzwild, Damhirsch und Muffelwidder bestimmt sind und die für die Ausübung der Jagd auf diese Arten auf diesem Gebiet vergeben worden sind, verwenden.

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2001 zur Regelung des Transports von erlegtem Großwild, um dessen Rückverfolgbarkeit zu gewährleisten, wird aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2009 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4006

[2008/203933]

**25 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering
tot regeling van het vervoer van doodgeschoten grof wild met het oog op de traceerbaarheid**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 10, vierde en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 april 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 juli 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 14 november 2007 en op 9 januari 2008;

Gelet op het advies van het Permanent Comité van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 4 september 2008;

Gelet op het advies nr. 44.885/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder bevoegde ambtenaar, de directeur van de buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen in wiens ambtsgebied het grootste deel gelegen is van :

1^o de territoriale ruimte van de jachtraad wanneer de in artikel 6 bedoelde aanvraag door een jachtraad wordt ingediend;

2^o het jachtgebied wanneer de in artikel 6 bedoelde aanvraag door een jachtrechthouder wordt ingediend die geen lid is van een jachtraad;

3^o percelen die het ontwerp uitmaken van een aanvraag tot vernietiging overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering tot machtiging van de vernietiging van sommige soorten wild.

Art. 2. Het vervoer naar de uitsnijderij van elk grof wild onttrokken in het Waalse Gewest na een jacht- of een vernietigingsactiviteit kan, behalve wanneer het na een toegelaten slachting in een kweekpark gebeurt overeenkomstig artikel 12bis, § 2, van de jachtwet, enkel plaatsvinden als het dier een onverwijderbare ring tussen de pees en het been van één van de achterpoten draagt, waarvan de kenmerken in artikel 3 worden beschreven.

Art. 3. Wat het soort edelhert betreft, stemt de ring overeen met de vereiste ring overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering betreffende het afschotplan voor de jacht op edelhert.

Wat de soorten ree, everzwijn, damhert en moeflon betreft, is de ring een niet-herbruikbare klemring met vermelding van het jachtjaar van gebruik, de letters "RW" alsook een volgnummer. Zijn kleur is dezelfde voor de 4 soorten en moet verschillen van de kleuren van de ringen gebruikt om de dieren van het soort edelhert te merken. Ze verandert ieder jaar.

Art. 4. De ring moet worden geplaatst voordat het dier het jachtgebied verlaat waar de jacht- of vernietigingsactiviteit plaatsvond. Voor de dieren van het soort edelhert moet de ring echter worden geplaatst op de schietplek zelf.

Art. 5. Wat het soort edelhert betreft, worden de ringen bestemd voor het markeren van de dieren onttrokken gedurende de jacht, afgeleverd en gebruikt overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering betreffende het afschotplan voor de jacht op edelhert.

Art. 6. § 1. Wat de soorten ree, everzwijn, damhert en moeflon betreft, worden de ringen bestemd voor het markeren van de dieren onttrokken gedurende de jacht, vanaf 1 juni afgeleverd door de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde, op verzoek van de jachtraden of van de jachtrechthouders die geen lid zijn van een jachtraad.

De jachtrechthouder die deel uitmaakt van een jachtraad moet zijn aanvraag voor ringen indienen via de jachtraad die de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde een globale aanvraag voor ringen bezorgt.

De jachtrechthouder die geen lid is van een jachtraad bezorgt bij zijn eerste aanvraag de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde de grenzen van zijn gebied door middel van een kaart op een schaal van 1/20 000 of 1/25 000. Bij latere aanvragen moeten alleen de aan deze grenzen aangebrachte eventuele wijzigingen worden vermeld.

Voor elk gebied dient de jachtrechthouder, die geen lid is van een jachtraad en die in het bezit is van verschillende jachtgebieden in het ambtsgebied van de bevoegde ambtenaar, een aanvraag in.

§ 2. De in § 1 bedoelde ringen worden afgeleverd tegen inlevering van de jachtbuit gemaakt voor elk van de 4 betrokken soorten tijdens de periode vanaf 1 mei van het voorafgaande jaar tot 30 april van het lopende jaar, volgens het door de Afdeling Natuut en Bossen bepaald model.

De jachtraad stelt de in vorig lid bedoelde jachtbuit op, globaal en voor elk van de gebieden van zijn leden.

Voor elk gebied stelt de jachtrechthouder, die geen lid is van een jachtraad en die in het bezit is van verschillende jachtgebieden in het ambtsgebied van de bevoegde ambtenaar, de in vorig lid bedoelde jachtbuit op.

§ 3. De jachtraad verzorgt vóór 1 juli de aflevering van de in § 1 bedoelde ringen aan zijn leden. Hij stelt de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde in kennis van de verdeling van de ringen.

Art. 7. § 1. Wat de soorten ree, everzwijn, damhert en moeflon betreft, kunnen de ringen enkel worden gebruikt voor het markeren van de dieren onttrokken op het gebied waarvoor ze worden afgeleverd, hetzij door de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde in geval van een jachtrechthouder die deel van een jachtraad uitmaakt, hetzij door de jachtraad in geval van een jachtrechthouder die geen deel van een jachtraad uitmaakt.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de jachtrechthouder op een bepaald gebied een ring bestemd voor het markeren van een dier onttrokken op het gebied van een andere jachtrechthouder afstaan op de voorwaarde dat hij binnen 24 uur de bevoegde ambtenaar of de jachtraad die hem de ring heeft afgeleverd hiervan op de hoogte brengt. Hij moet het nummer van de afgeleverde ring, de identiteit van de jachtrechthouder aan wie hij de ring heeft gegeven en de plaats van het gebied van laatstgenoemde vermelden.

Elk bevoegde ambtenaar en elke jachtraad neemt de nodige maatregelen om de opvolging van die overdrachten te verzekeren.

§ 3. In afwijking van § 1, kan de jachtrechthouder op een bepaald gebied de voor dit gebied gekregen ringen op een ander gebied gebruiken waarvan hij ook jachtrechthouder is, op de voorwaarde dat hij steeds in staat is te vermelden op welk gebied een bepaalde ring wordt gebruikt.

Op verzoek moet hij de bevoegde ambtenaar of zijn afgevaardigde in kennis stellen van die informatie.

Art. 8. Wat het grof wild betreft, waarvan de vernietiging is toegelaten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild, worden de nodige ringen gevraagd bij de aanvraag om bestrijdingsmachtiging bedoeld bij dit besluit.

In het kader van de vernietiging op zijn gebied mag de jachtrechthouder de ringen bestemd voor het markeren van de dieren van de soorten ree, everzwijn, damhart en moeflon, en afgeleverd voor de beoefening van de jacht op die soorten op dit gebied, gebruiken.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2001 tot regeling van het vervoer van doodgeschoten grof wild met het oog op de traceerbaarheid wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Art. 11. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4007

[2008/203934]

25 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 10, alinéas 4 et 5, inséré par le décret du 14 juillet 1994;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité;

Vu l'avis du Comité permanent du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 4 septembre 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifiées par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la date d'ouverture de la saison cynégétique 2008-2009 au 1^{er} juillet 2008;

Considérant la redondance qui existe entre le document de transport et de traçabilité instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité et la déclaration numérotée de la personne qualifiée visée par l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale;

Considérant la nécessité de fixer le plus tôt possible au cours de cette saison cynégétique les conditions du transport du grand gibier mort, les conditions actuellement en vigueur étant devenues partiellement inutiles;

Considérant par ailleurs l'avis 44.885/2/V du Conseil d'Etat du 24 juillet 2008 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité, notamment le dernier alinéa du point 3 des observations générales relatif au document de transport et de traçabilité;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le point 3^o de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité est supprimé.

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Pour l'espèce cerf, le bracelet correspond à celui qui est requis en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au plan de tir pour la chasse au cerf. »

Art. 3. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "et les documents de transport et de traçabilité visés à l'article 3" sont supprimés.

Art. 4. A l'article 4, § 4, du même arrêté, les mots "Les documents de transports et de traçabilité visés à l'article 3 accompagnent les bracelets délivrés." sont supprimés.

Art. 5. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "13 juillet 1995" sont remplacés par les mots "18 octobre 2002".

A l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, les mots "et les documents de transport et de traçabilité visés à l'article 3" sont supprimés.

Art. 6. A l'article 6, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots "et les documents de transport et de traçabilité" sont supprimés.